

REVUE DES PROCÉDURES COLLECTIVES CIVILES ET COMMERCIALES

N° 4, JUILLET-AOÛT 2014 - 29^e année - ISSN 1292-8216

SOUS LA DIRECTION DE :

Michel MENJUCQ

Professeur à l'École de droit de la Sorbonne (Université Paris I - Panthéon-Sorbonne)

Philippe ROUSSEL GALLE

Professeur à l'université Paris-Descartes

15 À propos du décret du 30 juin 2014 pris en application de l'ordonnance du 12 mars 2014 réformant le droit des entreprises en difficulté

Étude par Philippe ROUSSEL GALLE (p. 7)

26 à 41 Un nouveau droit des entreprises en difficulté, plus efficace et plus équilibré

Dossier Actes du colloque « Un nouveau droit des entreprises en difficulté, plus efficace et plus équilibré » organisé par le CEDAG, faculté de droit de l'université Paris Descartes (Paris V) sous le Haut patronage du ministère de la Justice, le 1er juillet 2014 (p. 42)

FOCUS

17 AGS : 2,186 milliards d'euros !

par Philippe ROUSSEL GALLE (p. 2)

ÉTUDES

16 Actions en nullité : la CJUE étend la compétence du tribunal au-delà des frontières de l'Union européenne

par Jean-Luc VALLENS (p. 12)

17 La coopération judiciaire en matière d'insolvabilité : une histoire de va-et-vient aux pays de la *common law*

par Paul OMAR (p. 15)

COMMENTAIRES

91 à 96 Aspects procéduraux

par Pierre CAGNOLI (p. 26)

97 à 103 Droit social

par Laurence FIN-LANGER et David JACOTOT (p. 31)

104 à 107 Droit fiscal

par Régis VABRES (p. 37)

Sommaire

P. 1 Repère

Le rétablissement professionnel... ou la magie des mots,
par Philippe ROUSSEL GALLE..... n° 4

P. 2 Alertes

n° 17 à 19

P. 4 Études

Actualité jurisprudentielle, par Florent PETIT..... n° 14

À propos du décret du 30 juin 2014 pris en application
de l'ordonnance du 12 mars 2014 réformant le droit des
entreprises en difficulté,
par Philippe ROUSSEL GALLE..... n° 15

Actions en nullité : la CJUE étend la compétence du
tribunal au-delà des frontières de l'Union européenne (à
propos de CJUE, 16 janv. 2014, aff. C-328-12, Schmid),
par Jean-Luc VALLENS..... n° 16

La coopération judiciaire en matière d'insolvabilité : une
histoire de va-et-vient aux pays de la « common law »,
par Paul OMAR..... n° 17

Le cessionnaire étranger d'une créance bénéficiaire d'un
délai de déclaration de quatre mois,
par Rémi DALMAU..... n° 18

Le sort des créances non déclarées, suite et fin ?,
par Serge PELLETIER avec la collaboration de
M^{lle} Lucille MADARIAGA..... n° 19

Commentaires

P. 26 Aspects procéduraux, par Pierre CAGNOLI

• Compétence

Prorogation de compétence du tribunal de la
procédure : nullité d'une saisie-attribution..... n° 91

• Déclaration de créance

Admission au passif : suites du sursis à statuer..... n° 92

• Fixation de la date de cessation des paiements

Prescription de l'action en report de la date de
cessation des paiements : demande additionnelle..... n° 93

• Saisine d'office

Seules les véritables saisines d'office sont abrogées par
le Conseil constitutionnel !..... n° 94

• Voies de recours

Pourvoi en cassation : jugement statuant sur l'ouverture
d'une liquidation judiciaire..... n° 95

Nouvelles contributions à la notion d'excès de pouvoir..... n° 96

P. 31 Droit social,

par Laurence FIN-LANGER et David JACOTOT

Contrat de travail

• Preuve

La reconnaissance du cumul possible de la qualité
d'associé majoritaire d'une SARL et de salarié et ses
conséquences..... n° 97

Licenciement ou rupture du contrat de travail

• Convention de reclassement personnalisé

Information du salarié sur le motif économique du
licenciement..... n° 98

• Plan de sauvegarde de l'emploi

Annulation d'une décision d'une Direccte homologuant
un document unilatéral..... n° 99

Annulation de la décision d'homologation du
document unilatéral..... n° 100

Créances salariales

• Admission au passif

La créance d'un salarié admise au passif d'une société
est opposable de plein droit à la société absorbante..... n° 101

• Garantie des salaires

Étendue de la garantie en cas de conversion du
redressement en liquidation judiciaire..... n° 102

Date de rupture d'un contrat de travail en cas de
résiliation judiciaire et garantie de l'AGS..... n° 103

P. 37 Droit fiscal,

par Régis VABRES

• Déclaration de créance

Interruption de la prescription de l'action en
recouvrement par la déclaration de créance..... n° 104

• Domicile fiscal

Centre des intérêts économiques du dirigeant de
l'entreprise en difficulté..... n° 105

• Recouvrement de l'impôt

Recours contre le codébiteur solidaire : absence de
suspension de la prescription..... n° 106

• Responsabilité de l'administration fiscale

Lien de causalité entre la faute de l'Administration et
la liquidation judiciaire..... n° 107

P. 42 Dossier

Un nouveau droit des entreprises en difficulté, plus
efficace et plus équilibré,
par Philippe ROUSSEL GALLE et Patrick ROSSI..... n° 26

Un nouveau droit des entreprises en difficulté. Propos
introductifs,
par Carole CHAMPALAUNE..... n° 27

Le nouveau droit des entreprises en difficulté : des
instruments plus efficaces et plus attractifs,
par Jean-Pierre SUEUR..... n° 28

La conciliation améliorée,
par Aude AB-DER-HALDEN et Philippe ROUSSEL
GALLE..... n° 29

La procédure de sauvegarde et ses variantes,
par Françoise PÉROCHON et Hélène BOURBOULOUX..... n° 30

La nouvelle procédure de rétablissement,
par Laurence-Caroline HENRY et Marc ANDRÉ..... n° 31

Les améliorations de la procédure liquidative et des
cessions, par Francine MACORIG-VENIER et Jocelyne
VALLANSAN..... n° 32

L'amélioration des droits des créanciers. La déclaration
et la vérification du passif simplifiées,
par Patrick ROSSI et François LEGRAND..... n° 33

L'amélioration du rôle des créanciers dans le cadre de
l'adoption du plan. Le point de vue de l'universitaire,
par Philippe PÉTEL..... n° 34

L'amélioration du rôle des créanciers dans le cadre de
l'adoption du plan. Le point de vue du praticien,
par Nicolas MORELLI..... n° 35

Les actionnaires face à leurs responsabilités. Quelles
responsabilités ? (1^{re} partie),
par François-Xavier LUCAS..... n° 36

Les actionnaires face à leurs responsabilités. Quelles
responsabilités ? (2^e partie),
par Thomas REVIAL..... n° 37

Le droit social des entreprises en difficulté ?,
par Valérie LELOUP-THOMAS et David JACOTOT..... n° 38

Le droit social des entreprises en difficulté ? Le point de
vue de l'AGS,
par Thierry MÉTEYÉ..... n° 39

Le nouveau droit des entreprises en difficulté : conseils
pratiques,
par Yves LELIÈVRE, Thierry MONTÉLAN, Agnès
BRICARD, Georges TEBOL et Joanna GUMPELSON..... n° 40

Un nouveau droit des entreprises en difficulté, plus
efficace, plus équilibré ? Propos conclusifs,
par Yves CHAPUT..... n° 41